



Cultures & Conflits

33-34 | printemps-été 1999

Les anonymes de la mondialisation

Chronique bibliographique : Regards sur le Moyen-Orient

Rémy Leveau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/497>

DOI : 10.4000/conflits.497

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 1999

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Rémy Leveau, « Chronique bibliographique : Regards sur le Moyen-Orient », *Cultures & Conflits* [En ligne], 33-34 | printemps-été 1999, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/497> ; DOI : 10.4000/conflits.497

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Creative Commons License

Chronique bibliographique : Regards sur le Moyen-Orient

Rémy Leveau

- ¹ Deux ouvrages récents, le *Que sais-je* de Louis-Jean Duclos sur La Jordanie et l'État palestinien de Bernard Botiveau publié par la bibliothèque du citoyen, semblent avoir été écrits pour répondre à des interrogations d'actualité. Certes L.-J. Duclos ne prévoit pas le scénario de la succession, bien qu'il précise que le trône de Jordanie ne manque pas de prétendants si le souverain en venait à envisager un changement dans l'ordre de la dévolution. Son mérite réside plutôt dans la mise en perspective des données de base qui permettent de mieux comprendre tant le fonctionnement interne que la place internationale de cet État qui restera longtemps marqué par le péché originel d'un découpage dû aux accords Sykes-Picot et à la protection durable du colonialisme britannique, symbolisé par l'Arab Legion de Glubb pacha. Suivant le schéma classique de ce type d'essai l'auteur plante le décor avec deux chapitres sur le milieu, l'histoire et la culture. S'il ne tempère pas vraiment la perception du caractère artificiel de l'origine de l'État jordanien, il met en avant son rôle fonctionnel d'axe de communication Nord-Sud et Est-Ouest, ainsi que son rôle de tampon, prévu dès l'origine entre le futur État d'Israël et son environnement arabe. Par la même, la Jordanie était destinée d'emblée à accueillir le trop plein de population palestinienne que les fonctionnaires britanniques chargés de réaliser la promesse de Lord Balfour prévoyaient. On lui voyait aussi remplir le rôle dans la longue durée de tuteur/contrôleur du futur État arabe né de la partition. À divers moments la dynastie jordanienne a aussi rêvé de jouer un rôle fédérateur régional tant à l'égard de l'Irak que de la Syrie, reconstituant le schéma du royaume arabe promis à Fayçal par les Britanniques. Ces diverses constructions imaginaires n'ont jamais entièrement perdu de leur actualité, y compris au lendemain de la guerre du Golfe lorsque ce pays est le seul à accueillir plus de 350.000 Palestiniens chassés du Koweït, suivant les précédents flux de réfugiés de 1948 et de 1967. Sous ses différents aspects la dimension palestinienne de la Jordanie est bien mise en évidence par L.-J. Duclos qui présente également avec précision les caractères originaux d'une « greffe dynastique » servant à construire l'État tout en aspirant à le dépasser dans un cadre arabe et régional. L'auteur présente un bilan mesuré des règnes d'Abdallah et d'Hussein qui ont réussi « non

seulement à survivre, mais aussi à faire d'un État de création artificielle presque une nation » (p.62). Les deux chapitres consacrés aux institutions et au fonctionnement de l'État jordanien apportent aussi la preuve que cette construction a pu se consolider grâce à un système de solidarité entre les divers groupes de population qui le composent. Cela n'exclut pas le savoir-faire clientéliste et la gestion des loyautés de chacun à l'égard de la monarchie, mais la sécurité sociale sous ses diverses formes est aussi un élément de la construction de l'État. Le rôle fonctionnel de la Jordanie est tout autant mis en évidence dans le chapitre consacré à « l'ordre régional et la question palestinienne » (p.101), mettant l'accent sur les contraintes financières et sécuritaires de la politique extérieure de ce pays. De ces contraintes le roi Hussein a su dégager des rentes stratégiques qui lui ont permis de se maintenir au pouvoir, non sans risques ni affrontements avec les Palestiniens tentés par la prise du pouvoir à Amman en septembre 1970. Mais paradoxalement, dans la longue durée, c'est sa politique d'intégration des Palestiniens qui marque l'évolution du régime et lui permet de poursuivre une relation équilibrée, longtemps jugée suspecte et ambiguë avec Israël. Les divers aspects de la gestion de ses rapports avec son environnement régional font donc d'Amman un régime précurseur dans la recomposition d'un système qui tarde à s'effectuer après les accords d'Oslo/Washington. Clair, bien écrit, présentant avec savoir et mesure les diverses facettes du régime jordanien, l'ouvrage de L.-J. Duclos constitue aujourd'hui la meilleure introduction publiée aux questions que l'on peut se poser à propos de l'histoire de cet État, de son équilibre interne et de son rôle régional. Il montre à la perfection les modalités de passage d'une création artificielle à un réseau de solidarités tant locales que transnationales. Ce faisant il permet de comprendre la durée du système et d'analyser les modalités particulières de la succession dynastique. Il présente également des éléments qui pourraient servir à construire une comparaison avec d'autres systèmes monarchiques, notamment le Maroc, qui savent comme la Jordanie gérer un pluralisme autoritaire et faire face avec calme à la montée d'oppositions islamistes qu'ils récupèrent suivant les mêmes schémas qui ont servi dans la longue durée à intégrer les groupes révolutionnaires. L'ouvrage de Bernard Botiveau, *L'État palestinien*, paru début 1999, constitue en parallèle à celui de L.-J. Duclos la meilleure introduction aux multiples interrogations que l'on peut se poser au sujet de la naissance annoncée de cette nouvelle entité. La période transitoire de 5 ans prévue dans les accords de Washington et initiée par l'accord du Caire le 4 mai 1994 aurait en effet permis à Yasser Arafat de prendre cette initiative au beau milieu de la campagne électorale israélienne. Cédant sans trop de difficultés à l'amicale pression de ses amis, le président de l'Autorité palestinienne a décidé de reporter sa décision sans fixer cette fois de butoir. Le soutien du président Clinton au cours de la discussion des accords de Wye Plantation et lors de sa visite à Gaza en décembre 1998 avait constitué une forme de reconnaissance publique, le plaçant sur un pied d'égalité symbolique avec la partie israélienne, qui lui permettait d'attendre la désignation du nouveau Premier ministre israélien en ayant le beau rôle. Comparé à la série de renoncements et de traumatismes subis depuis 1948 par les Palestiniens, ce dernier épisode témoigne du chemin parcouru par une organisation qui a dû patienter des décennies avant de s'imposer comme le seul représentant d'un peuple dont l'existence était encore refusée une dizaine d'années auparavant par les Israéliens. B. Botiveau nous amène dans son essai court, dense et mesuré, à suivre les cheminements d'une aventure qui pourrait se lire comme une sorte de sionisme inversé. Les quelques étapes qui restent à parcourir n'empêcheront pas Arafat d'attendre vraisemblablement la Terre promise. Mais à partir de là commence une autre aventure. Sans remonter dans le

détail au traumatisme de 1948 l'auteur s'attache à analyser le tournant des années quatre-vingt qui verra les Palestiniens choisir, non sans renoncements ni déchirements, la solution d'un État territorial sur une partie du territoire palestinien. Ce choix implique directement la reconnaissance de l'État d'Israël et la renonciation des réfugiés des camps à envisager leur « retour » dans un nouvel État qui ne correspond aucunement à la Palestine de leurs rêves et n'a pas les moyens de les accueillir tous. Cela veut dire aussi que les États arabes qui les accueillent « provisoirement » depuis 50 ans devront envisager de les intégrer. Les enjeux matériels et symboliques qui accompagnent ces changements sont considérables et l'on commence seulement à les découvrir sans que les nouveaux partenaires de cette aventure ne cherchent à les clarifier, avec l'espoir de détourner les cours des choses. B. Botiveau se borne à mettre en perspective tous ces éléments du puzzle, à rappeler les chiffres, à éclairer les cheminements des discussions, à analyser le contenu des engagements. Il constate qu'Israël a troqué à Oslo la reconnaissance de sa légitimité contre celle de la représentativité de l'OLP, tout en la contestant par la suite au cours du débat sur l'abolition des articles de la Charte de cette organisation concernant Israël. Mais ces tergiversations n'apparaissent que comme un combat d'arrière garde par comparaison au chemin parcouru de part et d'autre, que cette synthèse nous permet de mesurer. Si ses trois premiers chapitres témoignent de la maîtrise du champ acquise par l'auteur, les deux derniers sont plutôt le fruit de son analyse du terrain et de son observation participante en tant qu'enseignant à Bir-Zeit. La partie consacrée à « l'État autonome » relève avec un souci de précision positive les avancées de la construction juridique de l'Autonomie qui apparaît malgré toutes ses limites et ses imperfections comme un élément déterminant de l'identité politique du futur État. Les élections représentent à cet égard un processus de légitimation populaire des accords conclus qui s'impose à tous les acteurs. En dépit de sa faiblesse, le Conseil législatif palestinien remplit son rôle international et produit un droit unitaire, élément indéniable de la construction de l'État. Cela lui permet en retour d'exercer, vaille que vaille, un début de fonction de contrôle que l'exécutif palestinien répugnerait autrement à lui reconnaître.

- 2 Mais B. Botiveau ne se contente pas de présenter les cheminements difficiles de la construction de l'État palestinien. Il fixe aussi les limites et les déficiences de l'exercice, en dépit de son caractère d'étape nécessaire. Le problème des réfugiés, et surtout celui de Jérusalem ne saurait trouver de solution dans ce cadre. Il repose donc la question de l'État binational que les Israéliens entendaient exorciser en acceptant enfin un État palestinien qui apparaît comme l'ultime condition de la séparation des deux peuples. En fait, c'est le problème de la reconstruction d'un système régional, qui toucherait non seulement Israël, le futur État palestinien, mais aussi la Jordanie, éventuellement le Liban et la Syrie, qui est posé implicitement si l'on entend retrouver les conditions raisonnables d'une stabilité de la région que de manière différente l'Empire ottoman, les puissances coloniales européennes et d'une autre façon le conflit israélo-arabe avaient assuré dans le passé. Par leur densité, leur caractère à la fois informatif et imaginaire, leur précision sur les points essentiels, les ouvrages de Louis-Jean Duclos et Bernard Botiveau montrent que pour répondre immédiatement aux besoins de l'actualité il faut dominer le champ dans une approche de longue durée et connaître le terrain. Seule une véritable recherche académique permet de répondre à ces exigences.

- 3 Rémy Leveau

INDEX

Index géographique : Moyen-Orient